

Comment peut-on être rom ?

Par **FRANÇOIS COLCANAP** écrivain, vit à New York et **FAROUK ATIG** journaliste à Lyon

Mon cher Farouk, imagine quel type de récit, Usbek et Rica, pourraient nous donner ou donner à leurs proches, 300 ans plus tard, en visitant la France d'aujourd'hui. Auraient-ils pu arriver jusqu'en France depuis leur Iran natal, auraient-ils pu, ne serait-ce que remplir les formalités administratives nécessaires à cette visite ? M'auraient-ils fait part de ces aventures que je lirais de ce côté-ci de l'Atlantique, elles me laisseraient aussi dubitatif qu'à l'accoutumée, quand chaque matin je browse, pardon Charles-Louis, sur Internet les dernières nouvelles de France.

Les Roms ? Y a-t-il du *political correctness* dans cette appellation ? Il y a longtemps que j'ai quitté le «territoire», j'utilise ce terme car je crois avoir compris que c'est ainsi que les hommes du pouvoir appellent la France d'aujourd'hui. A mon époque, quand on passait des vacances aux Saintes-Maries-de-la-Mer, on y rencontrait les

gitans, les romanichels et leurs petits cirques avaient pris possession des villages. Et quand les grands musiciens de jazz américains se rendaient en France pour fuir la ségrégation, ils découvriraient Django Reinhardt et la musique tzigane. Les «Roms» ? Je jette un coup d'œil à la seule édition du petit Larousse encore en ma possession, datée de 1988, et je lis que le terme «Rom» est en réa-

Uzbek et Rica, trois siècles après les Lettres persanes, auraient-ils pu ne serait-ce que remplir les formalités pour arriver jusqu'en France depuis leur Iran natal ?

lité la dénomination contemporaine choisie par les Tziganes eux-mêmes. Dont acte !

Je ris car je pense à toutes celles choisies ici pour désigner les Noirs américains, du «Negro» au «Black», avec en toile de fond, cet éternel racisme lancinant ! Allons donc, les Roms seraient donc de-

venus la source de tous les problèmes du territoire ? Et sur ce point au moins, Nicolas Paul Stéphane Sarközy de Nagy-Bocsa et Marine Le Pen semblent être en accord. Une chute qui peut faire mal, non ?

Ces derniers jours, en parcourant l'actualité de fond en comble, j'ai pu constater qu'un nouveau couple présidentiel avait destitué l'ancien, à la une des principaux journaux. Je vois que votre Président (qui pourrait aussi être le mien) ne prend désormais la parole qu'accompagné de Brice, son homme à tout plaisir et vieil ami de vingt ans, dont la ressemblance avec le vieillissant papa de Marine a de quoi troubler.

Etre déchu de sa nationalité ? Et la déclaration universelle des droits de l'homme ? Et son article 15 qui stipule que «*tout individu a droit à une nationa-*

lité» et que «*nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité*» ? C'est donc cela qui prévaut désormais en France ? Tout le monde se fout du principe d'état de droit ?

Alors, écoute, en ces temps dangereux, il serait prudent de faire comme Rica et de changer de costume. Bien sûr, je ne t'imagine pas portant les mêmes costumes que Brice, mais sois prudent. Envisages-tu au moins de changer de prénom ?

Une satisfaction tout de même, en lisant les observations de Jacques Bouveresse, membre du Collège de France, qui a préféré décliner la légion d'honneur qui lui fut si généreusement proposée, au nom d'une «*certaine idée de l'Education nationale et du service public*», et pour ne pas, a-t-il dit, «*se trouver en aussi piètre compagnie*». Tout cela m'a rappelé ces bons mots de Jules Renard : «*En France, le deuil des convictions se porte en rouge et à la boutonnière.*»

En Afrique, le diamant n'est pas toujours le meilleur ami de la femme

Par **MARGOT WALLSTRÖM** Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit

Quel rapport y a-t-il entre l'ensemble des réformes financières voté aux Etats-Unis et la prévention des viols de masse en Afrique ? Beaucoup, semble-t-il, mais il faut chercher longuement dans les 2300 pages de la loi pour trouver sa section 1502, qui traite des minéraux extraits dans les zones de conflit. Ces minéraux aident à financer les combats et la violence sexuelle à une échelle sans précédent en République démocratique du Congo. Le Congrès américain et le président Obama ont fait preuve d'autorité en faisant figurer cet amendement dans le texte final de la loi. Il appartient maintenant aux dirigeants européens de faire de même et de marquer la volonté universelle de protéger les plus vulnérables.

Depuis que les combats ont commencé dans la République démocratique du Congo, il y a plus de dix ans, on signale plus de 200 000 viols. La partie orientale du pays a été désignée comme la capitale mondiale du viol. Le contrôle des ressources minérales du Congo a toujours été âprement contesté, et ses vastes richesses alimentent les conflits qui déchirent ce pays. Elles ont enrichi des groupes rebelles, qui ont employé la violence sexuelle comme tactique de guerre. Un de ces minéraux, la colombo-tantalite (coltan), est si largement utilisé dans la confection des téléphones portables qu'on peut dire que nous portons tous un fragment du Congo dans nos poches.

Mais les «minéraux des conflits», comme on les désigne, ne peuvent continuer à alimenter la guerre et la violence sexuelle qui l'accompagne. Il est certes compliqué de retracer l'acheminement des minéraux extraits dans les zones de conflit, mais cela n'est pas une excuse pour ne rien faire. Après tout, ni les consommateurs américains ni les consommateurs européens ne veulent que leur iPod et leur téléphone portable financent le viol collectif en Afrique.

La réforme financière nouvellement adoptée sous forme d'une loi stipule que toute entreprise exploitant

des minéraux doit divulguer chaque année leur provenance, s'ils proviennent de la République démocratique du Congo ou d'un pays voisin. Cela s'applique non seulement aux sociétés qui fabriquent des appareils électroniques, mais à toutes les sociétés cotées en bourse aux Etats-Unis qui utilisent de l'or, de la cassitérite, du tungstène ou du coltan dans leurs articles. Les sociétés sont tenues d'exercer une diligence raisonnable quant à l'origine de ces matériaux et à la chaîne de responsabilités. Les mesures de contrôle incluront un audit indépendant du rapport.

Le contrôle des ressources minérales du Congo a toujours été âprement contesté, et ses vastes richesses alimentent les conflits qui déchirent ce pays. Elles ont enrichi des groupes rebelles, qui ont employé la violence sexuelle comme tactique de guerre.

Dans un délai de 180 jours, la Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, et l'administrateur de l'USaid, Rajiv Shah, devront soumettre au Congrès une stratégie pour venir à bout des liens entre les violations des droits de l'homme, les groupes armés, l'exploitation des minéraux dans les zones de conflit et les articles vendus dans le commerce. Cette stratégie doit inclure un plan de promotion de la paix et de la sécurité en République démocratique du Congo et dans les pays voisins. Elle devrait également englober les efforts tendant à renforcer les institutions du gouvernement et les institutions économiques de façon à faciliter et à améliorer la transparence du commerce transfrontière des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. De cette façon, ces ressources pourront être utilisées pour une véritable amélioration du sort des Congolais. En outre, la Secrétaire d'Etat devrait, conformément à la recommandation du Groupe d'experts des Nations Unies sur le Congo, soumettre au Congrès

une «carte des minéraux» des zones de conflit. Cette carte doit montrer clairement les zones riches en produits minéraux, les itinéraires commerciaux et les zones se trouvant sous le contrôle des groupes armés en République démocratique du Congo et dans les pays limitrophes ; cette carte sera publiée. C'est une initiative très importante que je salue en ma qualité de représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle durant les conflits. Elle manifeste une ferme volonté de remédier aux causes et d'éliminer les racines profondes des conflits.

Hillary Clinton doit rendre compte au Congrès avant Noël. Dans l'intervalle, j'engage instamment les législateurs et les gouvernements européens à suivre la voie ouverte par le président Barack Obama et par le Congrès des Etats-Unis et à adopter une législation exhaustive du commerce des minéraux provenant des zones de conflit.

Cette question nous touche tous directement dans notre vie quotidienne, dans notre confort, et nous ne pouvons pas nous dérober à notre responsabilité collective. Et il n'y a pas de temps à perdre quand des vies humaines aussi nombreuses sont en jeu et quand le corps des femmes et des filles continue à servir de matériel d'une guerre alimentée par les ressources minérales.



SUR LIBERATION.FR

Posts Afrique

L'actualité du continent noir rapportée et décryptée par Sabine Cessou, Thomas Hofnung et Christophe Ayad.